

Les erreurs géographiques de l'Ujamaa tanzanienne

Jean-Pierre RAISON

Il n'est pas facile de porter aujourd'hui un jugement serein sur la Tanzanie. Ce pays a suscité des haines (bien moins cependant que ses dirigeants ne le laissent entendre) et, davantage, des méfiances plus ou moins masquées ; mais il a eu aussi ses thuriféraires, en plus grand nombre ; il a surtout suscité beaucoup d'espoirs et d'amitié. On a pu, non sans de bons motifs, se passionner pour l'expérience socialiste d'un pays dont le leader charismatique exprimait en termes simples et chaleureux des vérités premières, un pays surtout où les discours semblaient se traduire en actes, où égalité, solidarité, auto-suffisance ne paraissaient pas de vains mots. On a pu, et l'on peut encore, admirer un pays qui savait sacrifier une bonne part de ses maigres ressources pour aider les combattants du Mozambique, du Zimbabwe ou d'Afrique du Sud. Or, ce pays qui se voulait libre est aujourd'hui parmi les plus étroitement soumis aux injonctions du FMI, conduit à renier nombre de ses principes : vingt ans d'efforts réels paraissent avoir débouché sur un monumental échec. Celui-ci affecte plus que le fiasco de socialismes dont la « scientificité » n'est guère qu'arrogance intellectuelle ou complaisance diplomatique, car il est celui de nombreux hommes qui ont tenté d'analyser en termes concrets leur situation, d'y apporter des remèdes tels qu'ils assurent au plus grand nombre une vie meilleure, sans compromettre l'indépendance et l'originalité nationales. Si les analyses de J. NYERERE étaient justes, et si elles ont été appliquées, on a de bons motifs de douter des chances actuelles du socialisme en Afrique.

Car il faut, d'entrée de jeu, refuser une explication trop commode. L'expérience tanzanienne n'a pas été étranglée par un complot des puissances du « Nord ». Peu de pays ont reçu des appuis aussi nombreux et aussi variés par leur origine. La Tanzanie se place globalement, pour le montant financier des aides, au deuxième ou au troisième rang en Afrique au sud du Sahara : inquiétant paradoxe, à la limite, pour un pays qui voulait compter avant tout sur ses propres forces ! Il y a eu, certes, une période noire, entre 1965 et 1968, précisément l'époque de la déclaration d'Arusha, où, en raison de ses positions diplomatiques, la Tanzanie s'est vue privée à la fois des aides de Londres, de Bonn et de Washington, où l'on parlait de tentatives de « déstabilisation », nord-américaines notamment, mais cette phase fut de courte durée, et elle ne compte pas parmi les temps les plus durs, économiquement parlant. Par la suite, les appuis n'ont jamais fait défaut, et ils ne se sont pas limités aux social-démocraties scandinaves, et aux ONG d'inspiration chrétienne. Un des principaux

bailleurs de fonds, et des plus constants, a été la Banque mondiale, fort satisfaite, au bout du compte, de se dédouaner en appuyant un pays africain socialiste certes, mais dont la volonté d'indépendance à l'égard de l'Est était insoupçonnable. Point d'étranglement donc, mais peut-être une asphyxie provoquée plus subtilement : n'est-ce pas alors parce que les principes sur lesquels s'appuyait l'expérience tanzanienne se prêtaient à détournement et, en conséquence, contenaient en eux-mêmes les germes de l'échec ? Ou est-ce tout simplement parce que ses principes, par faiblesse interne, ou par suite d'effets pervers de l'aide, n'ont pas été respectés ? Il est plus que probable que les deux explications se combinent, et il est très délicat de faire la part entre elles ; elles ne sont d'ailleurs pas indépendantes : un mauvais diagnostic encourage le détournement d'une politique ; une bonne politique suppose que le diagnostic qui la fonde prenne en compte les risques d'un tel détournement. Ceci me conduit donc à porter l'accent d'abord sur les concepts, d'autant que, à mon sens, la Tanzanie fait partie des pays où dirigeants comme simple citoyens ont le plus fermement tenté de réduire la distance entre leurs paroles et leurs actes, et je me cantonnerai plus précisément à certains points de la politique rurale, à laquelle J. NYERERE a attaché sans nul doute le plus d'importance.

Une politique largement formulée en termes géographiques

La déclaration d'Arusha, du 29 janvier 1967, et les textes qui l'accompagnent marquent, on le sait, un tournant capital pour un pays dont la politique économique (à la différence de la diplomatie) n'avait pas jusqu'alors brillé par une particulière originalité. NYERERE en effet engage dès lors la Tanzanie dans une politique de construction du socialisme, fondée sur la *self-reliance* (que le terme « auto-suffisance » traduit mal), l'utilisation des valeurs de la société rurale africaine, épurée de ses faiblesses majeures par l'éducation et l'emploi de nouvelles techniques. Le souci de ne compter que sur ses propres forces conduit à accorder une importance primordiale aux activités du monde rural, et pour trois motifs au moins. Le premier, et le plus évident, est que la Tanzanie n'a pour l'heure d'autres ressources qu'agricoles ; son potentiel minier inventorié est minime, son industrie dans la prime enfance, et la crise diplomatique des années 1965-68 coupe toute perspective de grands investissements. La Tanzanie est alors, et restera, un des pays d'Afrique où la population urbaine est la plus faible¹. Le second est beaucoup plus original : NYERERE est, à ma connaissance, le premier dirigeant africain à avoir attiré l'attention sur les disparités de revenus entre villes et campagnes en des termes particulièrement vigoureux : « si nous n'y prenons garde, une forme d'exploitation de l'homme par l'homme sera l'exploitation des ruraux par les citadins »². Le troisième motif n'est pas avoué, mais me semble au moins plausible : à ce stade, NYERERE a sur l'organisation du monde rural des idées assez précises ; il sait beaucoup moins bien comment réformer les relations entre dirigeants et salariés dans les entreprises industrielles, voire l'administration.

Car dans les campagnes, on peut se fonder sur l'expérience ancestrale d'une société basée sur des principes justes : le respect mutuel, qui fait que chacun a une place reconnue, la propriété collective des ressources fondamentales, enfin l'obligation pour chacun de travailler selon ses capacités. Mais la société ancienne avait ses défauts : socialement, l'égalité n'était pas parfaite, les femmes étant exploitées ; les techniques de production permettaient la survie mais n'assuraient que l'égalité dans

1. Le taux d'urbanisation n'était que de 4,3 % en 1965.

2. Déclaration d'Arusha, cit. p. 27 in : J.-K. NYERERE, *Ujamaa, Essays on Socialism*, Dar-es-Salaam, O.U.P., 1968, 186 p.

la pauvreté. Comment donc conserver les valeurs anciennes tout en corrigeant les défauts constatés ? Et le faire avec ses propres moyens, car il n'est plus question de compter sur l'argent étranger, versatile et qui peut détourner la Tanzanie de ses objectifs ? Trois thèmes dominant dans les propositions de NYERERE : égalité, éducation et villagisation.

L'égalité est d'abord conçue en termes sociaux : corriger les erreurs anciennes (et donc notamment revaloriser la condition féminine), mais aussi éviter la constitution d'une société de classes, qui menace. La différenciation des exploitations agricoles par le recours au salariat est condamnée et attribuée pour l'essentiel à l'extension des cultures commerciales : certes, le terme *cash crops*, plus encore que son équivalent français, inclut les cultures vivrières si elles sont vendues ; il n'en reste pas moins que la suspicion est renforcée à l'égard des cultures d'exportation proprement dites, puisque NYERERE insiste sur la nécessité de fournir d'abord aux Tanzaniens de quoi manger. Dans la mesure où les cultures d'exportation intéressent un nombre limité de régions, et quoique les premiers textes généraux ne l'expriment guère, une certaine forme d'égalité géographique est également recherchée : il n'y a pas de motif pour que, à travail égal, certains Tanzaniens vivent plus mal que d'autres parce qu'ils sont moins bien situés par rapport aux villes, aux marchés et aux ports.

L'éducation, orientée largement vers des fins pratiques, est, pour NYERERE, à la base de tout progrès, car si les paysans tanzaniens sont pauvres, si les sociétés anciennes étaient imparfaites, c'est essentiellement faute d'instruction et faute de bonnes techniques de production. Certes, il n'est plus question, comme dans la phase antérieure des *Village Settlement Schemes*, de fonder l'accroissement de la production sur l'usage massif de machines et de produits importés, mais la formation doit permettre l'acquisition de nouvelles techniques économes en capital. C'est également l'éducation qui doit améliorer les techniques d'encadrement, dans un sens socialiste, en promouvant les valeurs d'égalité et de fraternité.

Le troisième thème, la villagisation, relève plus des moyens que des principes, en théorie du moins, car dans la pratique la vie en village tendra à devenir une valeur en soi, et dans l'esprit même de NYERERE elle n'est sans doute pas éloignée. Comme Arthur YOUNG assimilait bocage et progrès agronomique, les responsables tanzaniens mettront à ce point en relation groupement de l'habitat, progrès technique et marche vers le socialisme qu'ils tendront facilement à prendre un moyen (discutable) pour un résultat. Il est vrai que, d'un point de vue pratique, dans un pays où 80 % de la population rurale vivaient alors en habitat dispersé³, il n'était pas facile de satisfaire un certain nombre de besoins essentiels, en matière d'éducation et de santé. Mais d'autre part une assimilation assez systématique était faite entre dispersion de l'habitat et, sinon individualisme, du moins repli sur la famille, fût-elle large ; la vie en villages devait modifier les perspectives, transformer une société de parenté en société de citoyenneté, elle devait permettre le travail en commun, facteur de progrès et de socialisation. Dans le cadre du travail collectif, il serait plus facile de faire passer le progrès technique, de spécialiser chacun dans les tâches pour lesquelles il est le plus apte, il serait possible de rémunérer chacun selon son travail et donc de limiter la différenciation sociale ; il serait enfin possible d'affecter une partie des ressources à l'intérêt commun, pour la construction d'écoles et de dispensaires, les adductions d'eau, l'achat de machines, la création de boutiques collectives, etc. La villagisation apparaissait comme indispensable pour une politique de développement fondée sur le recours prioritaire aux forces de la nation : l'Etat ne devait en effet aider que ceux qui se seraient aidés eux-mêmes. Cette constitution de

3. Encore faudrait-il s'entendre sur le terme d'« habitat dispersé » : il était souvent employé en Tanzanie pour définir des groupements d'une centaine de personnes, soit au moins des hameaux. Et plus que la petite taille des groupements, il aurait fallu mettre en cause, notamment dans la région centrale, leur forte instabilité, liée à des facteurs sociaux plus encore qu'écologiques.

villages, préalable à tout progrès, devait toutefois, dans l'esprit de NYERERE, et l'on était ici aux limites de la contradiction, s'effectuer sur une base purement volontaire, à l'exemple des premières réalisations alors connues : le succès de ces entreprises provoquerait peu à peu leur généralisation, et au début même de la vie des villages une démarche progressive était nécessaire : le regroupement des habitations et des cultures familiales précéderait la création de premiers champs collectifs, et la collectivisation générale de la culture était conçue comme une étape lointaine.

Vingt ans plus tard, les paroles de J. NYERERE ont peut-être perdu un peu de leur originalité : dans les discours du moins, l'auto-suffisance alimentaire comme le développement auto-centré sont des banalités déjà éculées ; la villagisation a depuis lors sévi sous d'autres cieux, et point seulement dans des pays se réclamant du socialisme. Mais peu de chefs d'Etat d'Afrique ont abordé, fût-ce des années plus tard, les problèmes du développement rural en termes aussi nobles et aussi simples, moins encore ont essayé de mettre leurs actes en pratique à ce point et de remodeler aussi profondément la géographie de leur pays. Car la politique préconisée par NYERERE avait des implications géographiques évidentes, et de surcroît elle s'exprimait souvent en termes géographiques (formes d'habitat, relations villes-campagnes, aménagement du territoire, inégalités régionales), avec le souci de prendre en compte la diversité des conditions écologiques et géographiques : les cas des zones arides ou des montagnes très densément peuplées faisaient l'objet de développements particuliers. Peut-on pour autant dire que les principes de développement rural exprimés à Arusha se fondaient sur une solide analyse géographique de la Tanzanie ? Et quels caractères géographiques majeurs convenait-il de prendre en compte ?

Eléments de géographie pour une politique

Le premier caractère, et le plus simple, est l'immensité du pays (940 000 km²), un des plus grands d'Afrique, dépassé seulement, si l'on exclut les régions désertiques, par le Zaïre, l'Ethiopie, l'Angola, l'Afrique du Sud, d'autant que l'obstacle de la distance est aggravé par la répartition du peuplement et par l'état des voies de communication. Le schéma d'organisation générale de la Tanzanie en 1967 a un caractère quasi caricatural (fig. 1) : des régions peuplées disposées aux quatre coins du pays (Tanga et le Kilimandjaro au nord-est, les pays sukuma et haya au nord-ouest, le Rungwe au sud-ouest, l'arrière-pays de Mtwara au sud-est) et un chemin de fer central courant à travers des régions médiocrement ou très faiblement peu-

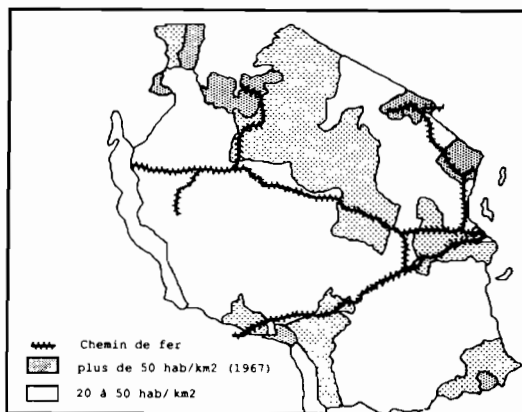


FIG. 1. — Réseau ferré et peuplement

plées. Le reste du réseau de communications ne corrigeait pas profondément le schéma : certes deux branches ferroviaires liaient à Dar-es-Salaam le nord-est et le pays sukuma, mais il n'existait rien au sud de la *Central Line* ; le réseau routier était plus pauvre encore : seul le nord-est était véritablement desservi par des routes permanentes et l'on en était à aménager en hâte, pour des raisons essentiellement géo-politiques, la « grande route du Sud » qui, par Iringa et Mbeya, dessert la Zambie, alors coupée de ses débouchés maritimes habituels par la Déclaration unilatérale d'indépendance de la Rhodésie, si bien qu'une armada de camions chargés de cuivre dans un sens, de pétrole dans l'autre, rejouait quotidiennement « Le Salaire de la Peur ». En saison des pluies, l'essentiel du pays devait vivre replié sur lui-même ; les vastes vallées du système de la Rufiji, qu'aucun pont ne franchit, accentuaient ce fractionnement, coupant pratiquement le sud-est du reste de la Tanzanie.

La variété du pays est réelle, fonction de l'écologie, de la répartition contrastée des densités, du degré d'ouverture, mais elle n'a rien d'exceptionnel pour un pays de cette dimension. Outre le degré de charge démographique, l'opposition la plus importante serait sans doute entre régions de relief contrasté, aux écologies très variées, aux potentialités largement complémentaires, et les grands ensembles plans, globalement beaucoup plus mal et moins diversement doués.

On parle pourtant, dès cette époque, d'une réelle unité tanzanienne et on oppose ce pays au Kenya, agrégat de tribus en conflit. On souligne en particulier l'absence de grands groupements tribaux, qui caractérisent au contraire le pays voisin. Ceci mérite nuance, ou du moins explication. Le catalogue des tribus est ici comme ailleurs largement création coloniale : Sukuma et Nyamwezi formeraient sans doute plus valablement un ensemble que l'agrégat de tribus qui forme le groupe luhya dans l'ouest du Kenya ; groupement du côté kényan, atomisation côté tanzanien sont pour une part l'effet de politiques différentes d'un même colonisateur. Il est vrai toutefois que dans sa très grande masse, la Tanzanie est un pays bantou, ce qui assurerait déjà au moins un certain degré d'inter-communication entre groupes, même s'il n'existait pas ce ciment particulier qu'est la langue swahili, dont NYERERE sut faire un remarquable usage. Mais sur ce point même il faut être circonspect : fruit de l'expansion commerciale de l'empire de Zanzibar, le swahili s'est étendu le long des routes de caravanes : il était dans les années soixante la langue de communication de l'ensemble de la côte ; il était ailleurs la langue des islamisés et de tous ceux qui se déplaçaient à distance, mais non encore une langue nationale universellement comprise et pratiquée⁴. Sur ce point comme sur bien d'autres l'unité nationale était possible mais elle n'était pas acquise à l'Indépendance.

Faut-il parler d'unité dans le sous-développement ? Ce qui aurait pu être la perle des colonies allemandes (à laquelle les Allemands sont toujours restés attachés) n'a été qu'une Cendrillon parmi les colonies britanniques. Dans l'Afrique de l'Est même, on lui préféra le Kenya et ses colons européens, voire l'Uganda, prestigieux par ses royaumes précoloniaux, parmi lesquels l'enfant préféré, le Buganda, éclatante démonstration de la capacité d'Africains « civilisés » à faire prospérer une agriculture marchande. Mais est-ce à dire que, privé d'industrie au bénéfice du Kenya, de vulgarisation agricole, réservée largement à l'Uganda, l'ancien Tanganyika n'était qu'une « réserve tribale » où s'étaient, du coup, conservées les vertus des sociétés « traditionnelles » ? En forçant un peu, on y verrait la pensée de NYERERE, conscient des risques de naissance de classes sociales suite aux premiers effets d'une politique de développement libérale, mais qui attachait apparemment peu d'importance à l'ancienneté et à la profondeur des premiers changements. Pourtant, dès les années vingt, sans aucun appui extérieur, les populations des massifs du nord-est (Chagga notamment) se sont lancées dans la création de plantations de café, qui s'étendent également en pays haya, à l'ouest du lac Victoria. Dans les années cinquante, les Sukuma, s'ils ont refusé le carcan des réglementations techniques, ont

4. On estime qu'en 1962 la moitié de la population connaissait (à des degrés divers) le swahili ; c'était le cas des trois quarts des Tanzaniens en 1978.

considérablement étendu la culture du coton et lancé de dynamiques fronts pionniers vers l'ouest et le sud. A l'Indépendance, les coopératives de commercialisation du Tanganyika étaient parmi les plus importantes d'Afrique par le nombre de leurs adhérents et leurs dirigeants avaient pris poids social et économique⁵. Dans le début des années soixante, de nouvelles régions ont fait montre de dynamisme commercial et ont été des foyers de différenciation sociale : des producteurs de tabac à Tabora, de maïs à Iringa, de blé à Mbulu ont paru constituer l'amorce d'une classe de « koulaks », montrant d'ailleurs que l'enrichissement pouvait se fonder sur des productions à l'usage du marché intérieur. Les enquêtes sur les revenus menées en 1969 montrent une disparité somme toute plus considérable dans les campagnes qu'à Dar-es-Salaam. Certes, il ne s'agissait encore que de cas exceptionnels ; on n'en est pas moins frappé par le dynamisme d'« entrepreneurs » ruraux, qui, dans le domaine des cultures vivrières, nous paraît à l'époque beaucoup plus sensible que dans les pays de l'Afrique de l'Ouest soudanienne.

De cette évolution, NYERERE ne me semble avoir été conscient que de façon biaisée. Certes, il est très probable que l'élaboration de la déclaration d'Arusha réponde au constat d'une apparition de sensibles différenciations sociales dans le monde rural comme ailleurs⁶, mais je tendrais à penser que le Mwalimu ne cherchait pas à saisir les fondements anciens de ces différenciations (très souvent liées à une participation antérieure à l'administration coloniale ou au commerce) ni, du coup, combien, par le jeu des clientèles, elles pouvaient être déjà enracinées dans les communautés rurales et admises par elles.

La différenciation sociale semblait d'autre part se combiner avec l'accentuation de contrastes régionaux. Une opposition facile tend à être opérée entre un Nord, frontalier du Kenya et de l'Uganda, déjà atteint par la petite agriculture marchande, à tous égards mieux équipé, et un Sud archaïque, pauvre, enclavé, tragiquement sous-équipé. Le tournant socialiste de la Tanzanie, l'auto-centrage, l'accent sur l'effort paysan et l'auto-subsistance auraient marqué une revanche de la Tanzanie pauvre sur la partie septentrionale, relativement aisée, extravertie et sensible aux séductions du modèle capitaliste voisin. La réalité oblige à nuancer cette vision ; il est en effet fort difficile de discerner un clivage aussi net en partant d'indices significatifs (fig. 2). Certes, si l'on considère la commercialisation des produits agricoles et, fortement corrélé à elle, l'état des voies de communication, un extrême nord se dégage de l'ensemble, mais il faut y adjoindre au moins deux régions classées dans le « sud », Morogoro et Iringa, le long des Hautes Terres méridionales. Ces critères commerciaux se conjuguent mal, d'autre part, aux autres critères d'équipement ou d'évolution sociale. L'équipement commercial lui-même n'était pas plus poussé dans le nord-est que sur les plateaux du centre-ouest, pourtant jugés particulièrement pauvres ; l'enseignement n'était pas le point fort du nord : le taux de scolarisation était certes élevé dans le nord-est (Tanga, Kilimandjaro) mais il était très sensiblement plus fort dans le sud-est ou la région de Tabora qu'en pays sukuma ; l'équipement hospitalier était étonnamment plus considérable dans le sud-est que partout ailleurs, nord-est compris. En définitive, les configurations, en 1967, étaient extrêmement différentes selon les critères choisis et seul pouvait être distingué du reste un nord-est, proche du Kenya, attiré d'ailleurs par le modèle social de celui-ci, plus franchement et plus anciennement engagé dans l'économie monétaire, comparativement très bien desservi, et où l'industrialisation était amorcée, un nord-est qui, de surcroît, payait relativement peu d'impôts. Mais il ne s'agissait même pas d'une unité homogène : rien de commun entre les planteurs de café chagga du Kilimandjaro, christianisés, homogènes culturellement, attachés à leur sol, méfians envers le parti TANU, et le melting-pot des plantations de sisal de Tanga, où les ouvriers, dure-

5. Dès 1949, les coopératives groupaient 60 000 membres ; ils étaient 326 000 en 1960. Le mouvement coopératif, et notamment ses cadres, fut à l'origine une des bases de la TANU.

6. Des fortunes étaient aussi en train de se bâtir grâce au transport routier vers la Zambie.

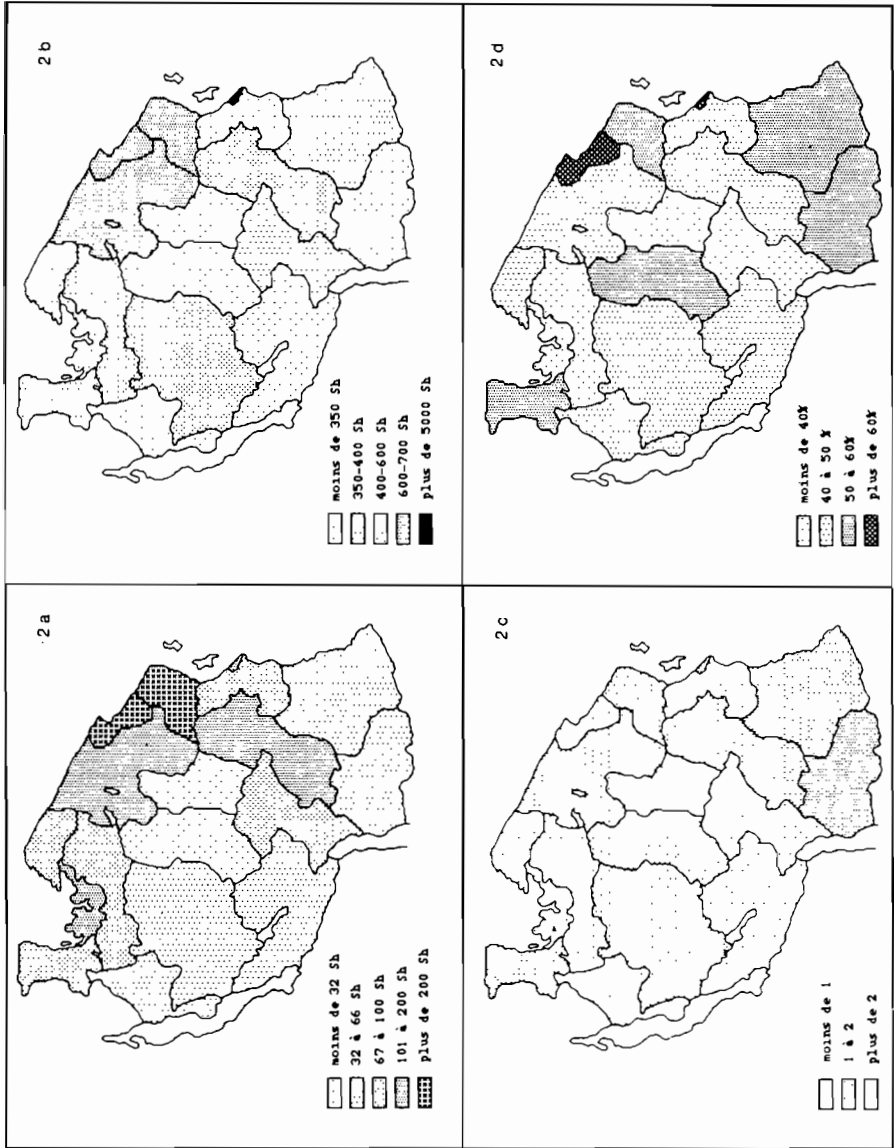


FIG. 2. — a — Production agricole commercialisée par habitant (1966)
 b — Produit régional brut par habitant (1963)
 c — Nombre de lits d'hôpital pour 1000 habitants (1966)
 d — Scolarisation (1971-1972)

ment traités, avaient développé les luttes sociales et formaient sans doute les éléments les plus dynamiques de la TANU et des syndicats.

Certes, pas plus qu'ailleurs, la réalité géographique et sociale de la Tanzanie n'imposait quelque politique que ce soit. Mais, comme ailleurs, elle suggérait des pistes. L'une d'entre elles aurait pu sembler particulièrement nette : les dimensions et l'extrême « rugosité » de l'espace tanzanien auraient pu, sinon dû, inciter à se gar-

der de toute forme de centralisation excessive, d'autant que, sauf peut-être pour ce qui est des Chagga, aucun « tribalisme » marqué ne constituait un danger pour l'unité nationale. Il paraissait raisonnable de décentraliser nombre de responsabilités, de favoriser la naissance de marchés régionaux, tant pour l'alimentation que pour la fourniture des produits transformés essentiels. L'extrême diversité écologique à niveau local, si caractéristique des régions accidentées de l'Afrique orientale, facilitait une telle conception, le développement encore modeste de la capitale n'y faisait pas obstacle, le souci affiché de démocratie à la base aurait dû y encourager. Une politique régionale pouvait d'autre part permettre de mieux tenir compte d'une deuxième nécessité : prendre en compte une extrême diversité de situations, non seulement écologiques mais économiques et sociales ; d'une région à l'autre de la Tanzanie critères d'évolution et de retard se combinaient de façon extrêmement différenciée et la réduction des déséquilibres, l'orientation vers les besoins essentiels, l'utilisation des dynamismes locaux supposaient des approches variées. Rien ou presque dans les principes énoncés par NYERERE n'allait à l'encontre d'une telle façon de faire, et le Mwalimu lui-même n'a pas manqué, dans ses textes fondateurs, d'évoquer plusieurs cas particuliers. Mais la pratique, sur ce point, n'a pas suivi les intentions : s'il est sans doute une faute majeure du socialisme tanzanien dans sa géographie, ce fut de confondre socialisme et centralisation, égalité et uniformité. L'étude de deux points précis, politique commerciale et villagisation, en apporte, à mon sens, une bonne confirmation.

L'espace n'est pas égalitaire

La politique agricole tanzanienne a visé à constituer un espace économique homogène, gommant les disparités régionales, les effets de distance et de situation. Un prix unique fut établi sur l'essentiel des produits agricoles, non seulement, ce qui est assez général, sur les produits d'exportation, mais aussi sur les produits de consommation intérieure (maïs, riz, oléagineux, sorgho, manioc, etc.) ; on tenta de faire de même pour les produits manufacturés essentiels (ainsi, en 1974, les tissus).

Un prix uniforme est banal pour les cultures d'exportation, de tonnage relativement limité, produites quasiment par définition dans les régions les mieux desservies et sur les prix desquels les Caisses de stabilisation opèrent des prélèvements tels que les péréquations sont aisées. Il en va autrement pour les produits vivriers, plus pondéreux, de moindre valeur, beaucoup plus largement répartis sur le territoire. Certes, la fixation des prix, voire d'un prix unique, pour les produits vivriers de base est un fait courant, ne serait-ce que parce que les gouvernements sont soucieux d'assurer à bas prix le ravitaillement des villes : l'égalité se fait alors par le bas, les régions les plus mal desservies définissant le prix uniforme. Il en est allé différemment en Tanzanie dans une bonne mesure, car, au nom d'une justice sociale globale, on a voulu à la fois maintenir bas le coût urbain des subsistances et rémunérer les paysans à des niveaux qui n'étaient concevables que pour les régions les plus proches des villes. A la fin des années soixante-dix, on achetait dans la région de Kigoma (à 1 500 kilomètres de Dar-es-Salaam, mais sur le chemin de fer : il est des situations pires !) le maïs à 1 shilling le kg alors que la farine de maïs était vendue en ville 1 sh 25, ce qui ne couvrirait même pas les frais d'usinage, et que le coût du transport de ce maïs jusqu'à la capitale était deux fois supérieur au coût du transport maritime entre l'Europe et Dar-es-Salaam⁷. Dans de telles conditions, même bien conduite, une commercialisation ne peut évidemment être rentable...

Pour éviter une telle quadrature du cercle plusieurs solutions étaient concevables et pouvaient être combinées. Sans doute fallait-il d'abord (et sur ce point il est

7. Exemple cité par B. JOINET in : *Tanzanie, Manger d'abord*, Paris, Karthala, 1981, 261 p.

frappant de noter que la déclaration d'Arusha n'a pas été respectée dans son esprit) relever le prix de la farine de maïs en ville. Il était ensuite concevable de faire contribuer les producteurs de cultures d'exportation à l'amélioration du sort des régions isolées ; mais la structure du système étatique de commercialisation, à raison d'un Office par produit (alors que les *Marketing Boards* britanniques étaient régionaux et polyvalents) ne préparait pas à une telle péréquation : les ponctions opérées sur les planteurs de café ou de coton furent extrêmement élevées⁸ mais n'allèrent pas combler le déficit sans cesse croissant de la National Milling Corporation (2,6 milliards de shillings à la fin de 1980). Les coopératives régionales de commercialisation auraient sans doute pu aider à constituer des marchés régionaux, mais, entre les deux organismes s'établirent très vite des relations d'hostilité, mettant en opposition deux groupes de pression rivaux (notables locaux et représentants du pouvoir central), à tel point que, en 1976, les coopératives furent supprimées pour inefficacité et corruption, deux arguments sans doute fondés, mais qui auraient pu tout aussi justement être opposés à la partie adverse ! Leur rétablissement en 1981 n'a pu produire d'effets, dans un contexte de crise croissante.

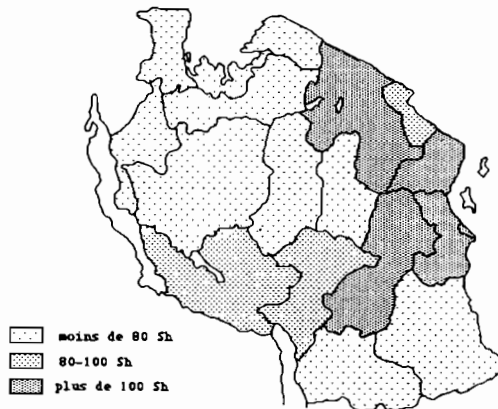


FIG. 3 — Investissements (en sh/tête) 1970-1971

On se devait aussi, sans doute, de réduire les coûts de commercialisation en améliorant les infrastructures de transport. Or force est de constater que cette faiblesse particulièrement criante de la Tanzanie n'a pas été corrigée : certes, au cours des deux premiers plans, les investissements dans les voies de communication n'ont pas été négligeables (11,7 % des investissements totaux entre 1963 et 1968, 16,4 % entre 1968 et 1973) mais une bonne part des dépenses avait un objectif différent, d'ordre géo-politique, sur lequel on reviendra, s'agissant de la construction de la route et du chemin de fer de Dar-es-Salaam à la Zambie ; de plus, le troisième plan a marqué un énorme recul, puisque les transports ne devaient plus y recevoir que 8,2 % des investissements de développement. Dans les années quatre-vingts, la Tanzanie reste un pays désespérément mal desservi.

Même dans de bonnes conditions de circulation, et *a fortiori* dans l'état actuel et passé, une autre mesure utile, sinon nécessaire, aurait été une politique systématique

8. Les cultures d'exportation ont été moins frappées par un accroissement des taxes que par la hausse des coûts de commercialisation, ce qui, au bout du compte, s'est traduit par une très faible rémunération paysanne (entre un tiers et 40 % du prix FOB au milieu des années soixante-dix) : qu'on ait voulu au nom de l'égalité « punir » les régions de cultures commerciales, toujours suspectes de tendances capitalistes, est possible, mais le facteur essentiel est l'inefficacité des offices d'achat.

que de décentralisation, promouvant des centres secondaires et limitant le drainage des produits vivriers vers la capitale et plus globalement la côte. La politique de décentralisation n'a pas eu ces effets. Officiellement entreprise en 1972, où les compétences régionales furent accrues en matière économique et où 3 000 fonctionnaires des ministères, choisis parmi les meilleurs, furent envoyés en « brousse » pour y constituer dans les régions et les districts des équipes cohérentes de techniciens et de planificateurs, elle fut présentée comme une innovation fondamentale. Un processus complexe de planification régionale, impliquant un aller et retour entre le moindre village et la capitale fut alors élaboré⁹ et le Fonds de développement régional devait permettre de financer les réalisations. Ces bonnes intentions ne débouchèrent que sur une déconcentration administrative et un renforcement du pouvoir des fonctionnaires d'autorité : en réalité, dès 1969, les Conseils de district avaient perdu l'essentiel de leurs compétences en matière économique et sociale ; avec la réforme, l'ensemble des services se trouva directement sous la coupe des représentants locaux du ministère de l'Intérieur qui, ici pas plus qu'ailleurs, ne se soucient des particularismes régionaux autrement que pour assurer le calme et le bon ordre des opérations électorales ; d'ailleurs, les ressources au mieux stagnantes du Fonds de développement régional ne permettaient pas d'actions d'envergure. Certes, dans un système politique où le parti prime en principe sur l'Etat, les tendances centralisatrices de l'administration peuvent être battues en brèche, mais encore faut-il pour cela que les responsables du parti soient eux-mêmes autre chose que des sortes de fonctionnaires le plus souvent étrangers à la région : pratiquement la dualité parti-administration n'a été qu'un facteur d'inefficacité supplémentaire au sein d'un centralisme accru.

C'est donc en définitive un marché centralisé, foncièrement orienté vers les principales villes (dans le quart nord-est du pays), coûteux et inefficace qui fut mis en place, tandis que, parallèlement, jouait de façon défavorable la nationalisation du commerce d'importation, un effet pervers imprévu de l'aide chinoise pour la construction du chemin de fer Tazara¹⁰, qui se révéla techniquement et économiquement dramatique. Les Offices d'Etat n'avaient aucun intérêt à acheter des produits vivriers à perte, et les paysans n'avaient guère intérêt à vendre même lorsque, comme entre 1976 et 1979, les prix furent relevés, soit que (pour les produits d'exportation) ils vendissent à des prix jugés peu rémunérateurs, soit, plus généralement, parce qu'ils ne trouvaient pour ainsi dire rien à acheter en échange. Mieux valait, en tout cas, pour les paysans jouer de la rareté, et vendre au marché noir dans les circuits locaux¹¹ et pour les services d'Etat recourir aux importations ou chercher une issue dans la fuite en avant, par la création de fermes d'Etat, productrices de blé ou de riz pour les villes, opérations non rentables, même quand elles étaient techniquement réussies¹², et absolument contraires à l'esprit de la déclaration d'Arusha, mais à peine moins rentables que l'achat en milieu paysan, et tellement plus rassurantes pour la caste bureaucratique. Les achats de maïs aux paysans, qui avaient atteint 222 000 t en 1979, n'étaient plus que de 100 000 t en 1981, 62 000 t en 1984, années où les importations atteignaient 228 000 t. Au bout du compte, l'inadéquation du système commercial aux réalités a fait quelques heureux, surtout, et en dépit des intentions de J. NYERERE, les salariés urbains, et a par contre pénalisé l'essentiel du monde rural, non point seulement les régions spécialisées dans les cultures commerciales, mais au moins autant les régions d'agriculture incertaine, souvent isolées, ayant peu à vendre et périodiquement, en raison de l'insécurité climatique, à la

9. Pas moins de onze étapes entre le village et le Premier ministre !

10. Elle eut en effet pour motif immédiat la nécessité où la Tanzanie se trouva d'importer en contrepartie du prêt consenti des marchandises chinoises, dont les réseaux commerciaux indiens ne pouvaient ni ne voulaient assurer la vente.

11. Les produits vivriers étaient couramment plus coûteux à la campagne qu'en ville.

12. La ferme d'Etat rizicole de Mbeya (sud de la Tanzanie) n'atteignait pas le seuil de rentabilité malgré des rendements de 7 tonnes de paddy à l'hectare.

recherche de vivres que le système commercial s'est révélé inapte à leur fournir. Echec incontestable pour un gouvernement qui voulait effacer les inégalités tant à l'intérieur du monde rural qu'entre les villes et les campagnes, échec d'une idéologie étatique et centralisatrice de fait, négligeant les conditions réelles des échanges, méfiante à l'égard de tout dynamisme qui lui est extérieur. Conditions peu favorables sans nul doute à la réussite d'une politique de modernisation socialiste par la villagisation, handicapée de surcroît par des défauts propres fort similaires.

Changer le paysage n'est pas changer la société

La conception du village Ujamaa n'est pas sortie toute faite de la tête de J. NYERERE. Même si, très précocement, il a établi un lien entre progrès agricole et regroupement de la population, dans ses propositions de 1967 il tirait les leçons de l'expérience de petits groupes de militants : d'une part, dans la région de Tanga, de jeunes ouvriers des plantations de sisal, réduits au chômage par la mévente, et pour la plupart actifs militants syndicalistes, de l'autre, l'exemple le plus célèbre, la Ruvuma Development Association, dans l'extrême sud-est du pays, une région pauvre, voisine du Mozambique en guerre, marquée par l'insécurité et le militantisme des luttes de libération. Au départ, l'idée de NYERERE est celle de créations volontaires par des militants, fer de lance de la lutte contre l'exploitation de l'homme par l'homme, symbolisée par les grands planteurs, peu nombreux d'ailleurs, ou les nouveaux « koulaks » de l'agriculture tanzanienne. Ces militants n'avaient pas attendu que l'Etat les aide et ce sont leurs premiers succès qui, en attirant l'attention sur eux, leur avaient valu des appuis : exemples de la *self-reliance* comme fondement du développement, même si assez vite la Ruvuma Development Association accéda au vedettariat, notamment auprès des organismes d'aide des pays scandinaves et des ONG, avec les dangers que pouvait provoquer ce statut. Malgré leurs imperfections, ces entreprises étaient réellement novatrices tant sur le plan social que sur le plan technique : elles étaient des groupements de paysans pauvres qui amélioraient leur sort en se groupant et qui expérimentaient de nouvelles façons de produire, de transformer leurs produits, voire de s'instruire.

Cette base de volontariat et de lutte sociale pouvait-elle être préservée après la déclaration d'Arusha ? Que devient une entreprise volontaire et socialement « subversive » du jour où elle est prônée par un chef d'Etat ? que devient la *self-reliance* du jour où l'on sait qu'on sera aidé si l'on fait preuve de mérite ? Passé l'année 1967, où la déclaration d'Arusha provoqua d'importants remous dans l'« establishment » politique et économique, les villages Ujamaa vont être peu à peu pris dans l'étau de l'administration et des entrepreneurs paysans. Rien de plus naturel pour un chef de district ou de région soucieux de promotion que de rechercher de bons résultats en matière de villagisation ! Dès 1968, des administrateurs furent sanctionnés pour avoir contraint des paysans au regroupement, mais plus ou moins insidieusement cette pratique se maintint : on cite de nombreux cas où, dans la région de Tanga notamment, les chefs de district réservèrent l'aide alimentaire, rendue nécessaire, par une sécheresse, à ceux des paysans qui acceptaient de se grouper, cependant que les « rebelles » se voyaient obligés, pour vivre, de se salarier sur les exploitations « communautaires » des villages¹³. Dans le même temps, les associations réellement volontaires, soucieuses d'affirmer face aux représentants de l'Etat leur caractère autogestionnaire, affrontaient les foudres de l'administration : bien significative est de ce point de vue la dissolution, en septembre 1969, pour « complot contre le par-

13. Von FREYHOLD (M.), 1979 — *Ujamaa villages in Tanzania. Analysis of a social experiment*, Londres, Heinemann, 201 p.

ti », de la Ruvuma Development Association, cette matrice des villages Ujamaa. Avec ses 40 000 adhérents dans le district, ses écoles, ses tracteurs, ses ateliers, sa scierie, elle représentait une puissance face à l'Etat, et se permettait de défier, au nom de l'auto-suffisance alimentaire, un administrateur qui prétendait lui imposer la culture du tabac... Or, c'est à ce moment même que commencèrent à se généraliser les expériences de villagisation ouvertement forcée, à une époque où (fig. 4a) la population des villages Ujamaa ne représentait qu'une infime minorité de la population, un peu plus conséquente seulement sur la côte, dans la région de Mtwara, et, au nord, dans la région de Mara, le pays du président, où pourtant le mouvement ne concernait pas encore 10 % de la population¹⁴. La première expérience de regroupement autoritaire, intéressant 42 000 personnes, eut lieu en 1969, dans la vallée de la Rufiji, à la suite d'inondations catastrophiques ; en 1970-71, on entreprit un regroupement dans la région de Dodoma, dont on commençait déjà d'envisager de faire la capitale du pays : on n'y lésina pas sur les moyens, en s'éloignant fort de la *self-reliance* (maisons construites d'avance, nouveaux champs labourés au tracteur) et sans pouvoir pour autant regrouper plus de 150 000 personnes sur 500 000 prévues ; les opérations se poursuivirent en 1972 dans la région d'Iringa, en 1973-74 à Kigoma : dernières grandes manœuvres avant la villagisation forcée... La figure 4b permet de mesurer la situation au début de 1974, après ces premières expériences. Le taux de villagisation s'est déjà très considérablement accru (les 5 000 villages groupent plus de 2 500 000 personnes en janvier 1974) et l'on y sent l'influence des opérations menées à Dodoma et Iringa ; néanmoins, à cette époque, l'essentiel des villages est constitué de personnes plus ou moins volontaires ; elle permet aussi de constater que, même si le mouvement n'a guère eu de succès dans les régions économiquement les plus évoluées et a plutôt caractérisé des régions pauvres, il n'y a pas rencontré un succès général, si l'on en juge par les cas de Morogoro, Tabora ou Mbeya.

D'autre part, alors même que les villages Ujamaa, volontaires ou non, maintenaient cette première étape vers une agriculture socialisée qu'étaient les champs cultivés en commun, une large part du groupe des entrepreneurs ruraux se ralliait à l'entreprise¹⁵ : après un temps d'évidente hostilité, ils y voyaient en effet à la fois un brevet de bonnes mœurs politiques, un cadre où déployer leur savoir-faire et où réaliser des profits dans des fonctions de direction (présidence du village, trésorerie, tenue de la boutique Ujamaa), un moyen d'utiliser pour eux-mêmes le matériel offert en récompense au village, dussent-ils se plier, au moins parfois et pour la forme, aux exigences du travail en commun. Cet « entrisme » des catégories les plus entreprenantes n'a pas fait réellement progresser techniquement les villages et a certainement contribué à détourner l'expérience, mais il montre d'autre part que les tensions sociales n'avaient pas atteint un point aigu au sein de la paysannerie : le respect pour les plus instruits, pour ceux qui avaient exercé ou exerçaient encore parallèlement une activité non agricole, la parenté et le clientélisme, l'ensemble de ce que G. HYDEN appelle d'un terme ambigu l'« économie d'affection » leur assuraient assez aisément le leadership dans un très grand nombre de villages¹⁶.

En tout état de cause, au moment où se développe ce phénomène et où s'opèrent les premières villagisations systématiques, la conception même du village est profondément modifiée. On a beaucoup trop peu relevé que, à partir de 1973, le terme de village Ujamaa est abandonné pour celui de « village de développement », aujourd'hui le seul employé, un quasi-pléonasma tant, dans l'esprit de l'administra-

14. En 1969, la Tanzanie comptait 300 000 villageois Ujamaa dans 650 villages, soit une moyenne de 460 personnes par village.
15. Il faut se garder toutefois des généralisations : en 1972, le chef de la région d'Iringa fut tué par un gros exploitant de la région, hostile à la villagisation ; il est vrai que cet administrateur avait, semble-t-il, une conception du socialisme sensiblement plus exigeante que celle de beaucoup de ses collègues.
16. HYDEN (G.), 1980 — *Beyond Ujamaa in Tanzania. Underdevelopment and an uncaptured peasantry*, Londres, Heinemann, 1980, 270 p.

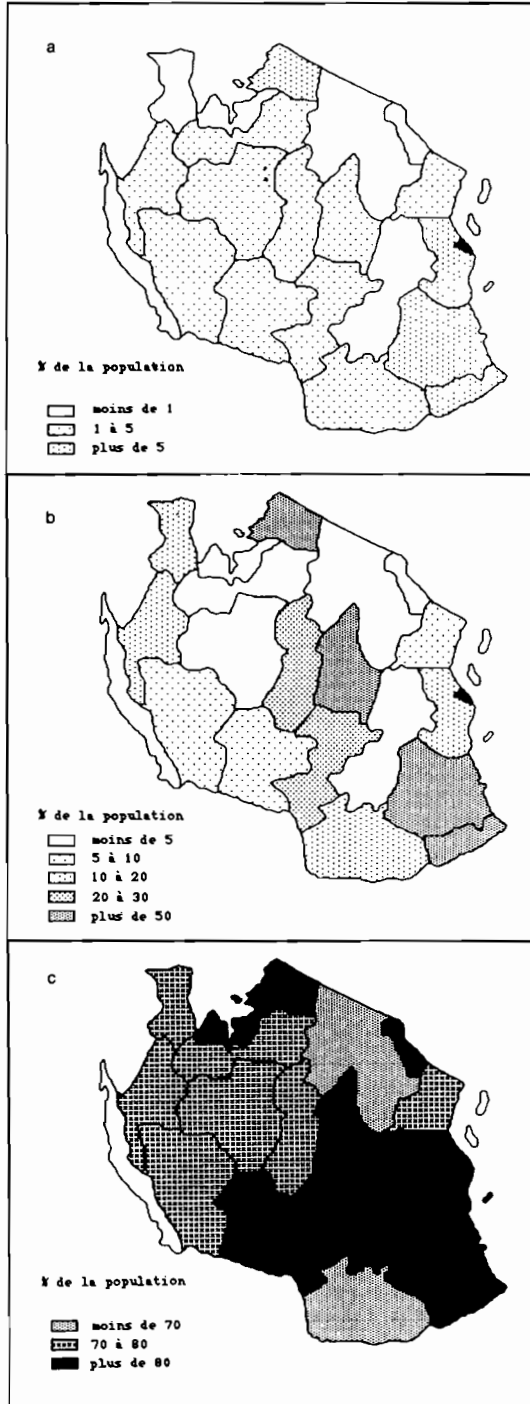


Fig. 4 — Villagisation (a : 1970, b : 1974, c : 1976)

tion tanzanienne, les deux termes sont étroitement liés. Simultanément ou presque, en décembre, les cultures en commun, considérées à l'époque d'Arusha comme essentielles, cessent d'être obligatoires et deviendront en fait l'exception.

Ce revirement important de la politique tanzanienne a été mis sur le compte des pressions exercées par la Banque mondiale (et on trouverait là une marque de cette action d'inflexion subtile opérée par les appuis officiels de la Tanzanie) ; cela est possible, mais un bilan objectif aurait sans doute conduit à une telle mesure. Les cultures en commun n'ont globalement pas été un succès ; faible participation, faibles rendements, absence d'innovation ou de perfectionnement technique ont été non la règle mais la situation la plus fréquente et il ne pouvait en être autrement. A partir du moment où la culture en commun était la condition de la reconnaissance du statut Ujamaa, qui assurait priorité dans la fourniture d'équipements (bien souvent sous forme de dons), à la volonté de progresser par un effort collectif, toujours difficile et aléatoire, ne pouvait que se substituer le plus souvent une activité de principe. Devenue un signe d'acquiescement aux vœux de l'Etat et du parti, la culture en commun pouvait être remplacée par un autre signe, plus aisé à généraliser, plus conforme aux tendances dominantes d'exploitation familiale du sol, et à la conception que les fonctionnaires se faisaient de la rationalité technique : au groupement des habitations devait désormais répondre le groupement des parcelles individuelles, sur lesquelles chacun aurait dû la même année pratiquer la même culture que ses voisins dans le cadre de successions systématiques, ce que, pour garder sans doute une façade « communautaire » on a baptisé « le champ du coude-à-coude ». Reportons-nous vingt ans en arrière. Des maisons alignées de part et d'autre d'une route, des lanières groupées en blocs et subdivisées en parcelles rectangulaires soumises à une succession obligatoire de telle façon que chaque groupe de parcelles portant une même culture, formant une grande lanière perpendiculaire au parcellaire des exploitations, puisse être labouré par un tracteur ou soumis à un même traitement insecticide : c'est la structure spatiale des paysannats du Congo belge, qui n'ont jamais passé pour des réalisations socialistes... Une certaine conception volontariste du modelage de l'espace par l'Etat s'est substituée à l'initiative de communautés paysannes volontairement constituées. Entre ces deux expériences, un point commun : l'idée que les formes d'aménagement de l'espace sont à la fois signe et facteur d'une transformation de l'agriculture et de la société rurale ; mais le « village de développement », comme le « paysannat » est évidemment signe d'une transformation « par le haut »¹⁷ et il est la forme logique que prend le village à partir du moment où, à la fin de 1973, il devient obligatoire.

Changement radical sans nul doute et que NYERERE, à ma connaissance, n'a jamais expliqué, mais qu'il a incontestablement voulu, n'en déplaise à certains de ses thuriféraires trop zélés¹⁸ : il a bel et bien laissé écrire dans la presse officielle que « le regroupement en villages était dorénavant un ordre »¹⁹. L'opération de villagisation fut alors menée parfois littéralement *manu militari*, l'armée allant jusqu'à détruire les maisons lorsque les paysans s'opposaient au déplacement. Sans doute ne peut-on relever des excès comparables à ceux que connaît aujourd'hui l'Ethiopie, mais des abus incontestables éclairent d'un jour trop souvent masqué l'action des gestionnaires d'un pays souvent présenté comme exemplaire d'un « socialisme à visage humain ». Il n'aurait d'ailleurs sans doute pas pu en être autrement dans le cadre d'un pays pauvre qui a conduit pour l'essentiel en moins d'un an (surtout juillet

17. BOESEN (J.), STORGARD-MADSEN (B.), MOODY (T.), 1977 — *Ujamaa, Socialism from above*, Uppsala, SIAS, 1977, 186 p.

18. S. URFER qui, dans *Une Afrique Socialiste, la Tanzanie* (Paris, Editions Ouvrières, 1976) évoque l'aspect de cataclysme national que prend la villagisation, et les misérables cahutes alignées le long des routes, envisage l'hypothèse d'un « sabotage » : NYERERE absent à l'étranger, des éléments hostiles à l'Ujamaa auraient hâté l'opération pour déconsidérer le socialisme tanzanien.

19. *Daily News* du 7 novembre 1973.

à novembre 1974) et globalement en moins de trois ans un déplacement de population d'une très grande ampleur en chiffres absolus et plus encore en proportion de sa population : le nombre des habitants dans les villages est passé de 2 millions et demi en janvier 1974 à 13 millions (plus des trois quarts de la population de la Tanzanie continentale) en janvier 1977, cependant que la taille moyenne des villages passait de 500 à près de 1 700 habitants. Mais il y a plus important au bout du compte : les effets à court et à long terme de la politique de villagisation et sa signification en matière de choix de développement agricole.

A court terme, la villagisation forcée a provoqué une chute brutale de la production agricole (évaluée à 30 %), qu'on n'a pu masquer, mais qu'on a abusivement attribuée à la sécheresse : en 1974, les importations ont été de 255 000 tonnes pour le maïs, 103 000 t pour le blé, 71 000 t pour le riz et les chiffres pour 1975 sont peu différents, d'où, malgré l'aide alimentaire, des dépenses dont la Tanzanie aurait gagné à se dispenser au moment du premier choc pétrolier. Les effets à long terme sont probablement inquiétants. Si, au bout du compte, les ruraux ont rarement été déplacés sur de grandes distances²⁰, le choix des nouveaux sites villageois, effectué à la hâte, a été fondé sur un critère majeur, important certes pour les fonctionnaires en tournée, la position sur une piste carrossable, sans guère de considération pour la qualité des sols ; de surcroît, alors que les villages Ujamaa étaient de petites dimensions, les nouveaux villages de développement comptaient parfois plusieurs milliers d'habitants. Dès lors, le problème de la qualité des terres devient crucial et la villagisation, si l'on veut éviter une catastrophe écologique, implique un changement complet de système agricole. En habitat dispersé, et de surcroît souvent instable, le maintien de la fertilité des terres pouvait être assuré par les moyens d'une agriculture « traditionnelle », soit de longues jachères, soit, dans les régions très peuplées, une fertilisation au fumier et un travail soigneux du sol, facilité par la proximité des champs. Dans un gros village, si l'on choisit de cultiver les terres proches, quelle que soit leur qualité, chaque habitant est forcément plus éloigné de ses champs et cette distance est encore accrue si l'on pratique de longues jachères ; ceci incite à la culture permanente, maïs, pratiquée sur des sols souvent très médiocres, elle a toutes chances de les ruiner. En l'absence de moyens matériels, et de capacités techniques, l'intérêt de la villagisation est alors tout sauf agronomique : politique d'une part, dans la mesure où elle facilite le contrôle par l'administration, l'encadrement par le parti, et il est évident que cela a pesé dans la décision ; social de l'autre et, du coup reconnaissons-le, indirectement important pour l'activité agricole, car le regroupement donne l'espoir de pouvoir assurer aux ruraux des services fondamentaux, essentiellement la trilogie école-dispensaire-eau potable. Encore faut-il qu'on possède pour le réaliser un minimum de moyens financiers et que, tout simplement, on dispose de ressources en eau à proximité des nouveaux villages ! Encore de tels progrès n'ont-ils pas de sens si la production vivrière s'effondre.

Deux issues seulement paraissent possibles si l'on veut stabiliser l'habitat groupé. La première, en l'absence d'intrants d'origine industrielle, consiste à éloigner les champs et à les placer sur les meilleurs sols, mais s'accroissent alors de façon dramatique les difficultés de transport, faute de remorques tractées, voire (et c'est bien fréquent) de charrettes. Il n'est pas rare que les villageois regroupés aient des champs à 8 km de leur maison : le simple transport d'une récolte (médiocre) de 2 t de maïs sur un hectare représente plus de 1 000 km de marche, dont la moitié avec une charge de 30 kg, 1 000 km à la charge de femmes que l'on entendait précisément « libérer » ; si l'on voulait fumer le sol à raison de 10 t de fumier à l'ha, si l'on en tirait 4 t de maïs, les déplacements seraient de 6 500 km, non compris ceux qui sont effectués pour le travail du sol et les sarclages. Calcul purement théorique, le temps manquant pour effectuer de tels parcours ; il rappelle au moins une vérité simple, systématiquement oubliée par les bureaucrates : le paysan est d'abord un transporteur et

20. Le déplacement moyen n'aurait pas dépassé 5 kilomètres.

le problème des transports est le premier problème auquel il faut s'attaquer. La deuxième solution est un changement radical des techniques, le recours aux engrais pour fertiliser à tout prix les nouveaux terroirs villageois et y fixer l'agriculture, l'emploi des tracteurs notamment pour accroître les superficies cultivées, fût-ce avec un rendement relativement médiocre, bref une révolution agricole importée dont le village est le signe et crée la nécessité. C'est bien, selon toute vraisemblance, l'objectif profond de l'opération de villagisation.

Car manifestement NYERERE, tout imprégné qu'il soit des valeurs sociales africaines, ne croit pas aux valeurs techniques du terroir : il n'est certes pas un adepte du tracteur, il prône le développement de la culture attelée (pour des motifs d'ailleurs essentiellement financiers) mais c'est en tout état de cause sur un schéma d'évolution technique de type européen qu'il raisonne. Ceci est assurément encore plus vrai des cadres de l'administration et du parti, paralysés par une formation récente et peu maîtrisée. Le contexte de l'époque y prêtait : on était alors au grand moment de la Révolution verte, quand on croyait que riz, blé ou maïs miracles allaient changer la face du Tiers Monde. D'ailleurs, alors que l'opération de villagisation était encore en cours, la Banque mondiale allait, à partir de la fin de 1975, financer une grande « Campagne nationale du maïs », fondée sur les principes de la Révolution verte : recours aux intrants importés, concentration de l'action sur les régions les plus propices, soit la négation même des principes qui animaient l'esprit Ujamaa de 1967. Que les Tanzaniens aient obtenu l'élargissement de l'opération à des régions plus déshéritées n'en a pas changé les principes techniques et en a sans doute accéléré l'échec car son seul élément logique (le choix pour une action précise des contextes écologiques et sociaux les plus favorables) avait été abandonné.

Au bout du compte, avec l'approfondissement de la crise économique, les paysans tanzaniens se sont trouvés de plus en plus laissés à eux-mêmes, ne devant effectivement compter que sur leurs propres forces, mais dans un cadre géographique et économique conçu pour d'autres moyens et d'autres objectifs : un divorce profond entre la géographie du pouvoir et la géographie des hommes s'est instauré, que les hommes se sont apparemment efforcés d'aménager. D'aménager économiquement, en multipliant les circuits parallèles, l'économie de la débrouillardise, en se repliant sur le petit pays ou en entretenant des circuits informels ; d'aménager spatialement, en déformant le schéma villageois : naissance de hameaux satellites, retour saisonnier à des campements de cultures semblent bien devenir des réalités courantes ; d'aménager socialement enfin : les difficultés de l'existence elle-même ont pu provoquer, lorsque les militants convaincus existaient, un regain d'intérêt pour l'activité en commun, moins sans doute à l'échelle de villages trop gros que de groupes plus limités à l'intérieur de ces villages.

Le jugement varie selon l'échelle d'analyse : en tirer des raisons d'espérer ?

Mais l'Etat n'y trouvait pas son compte : perdant ses moyens financiers, donc sa capacité à retenir sa clientèle villageoise, autant que les moyens d'entretenir la population urbaine, il ne pouvait que céder aux injonctions du FMI, même s'il ne l'a fait qu'avec résistance, pour sauver quelques principes. Le passage sous les fourches caudines des institutions internationales est une défaite de l'Etat et des villes non du monde rural. Dans un premier temps du moins, il semble bien que celui-ci ait des chances d'en bénéficier : l'établissement d'une vérité des prix lui assure de mieux vendre ses produits alors qu'il n'est en fait guère acheteur d'intrants coûteux ou n'en éprouve pas un besoin absolu ; le renchérissement des importations l'affecte bien moins qu'il ne touche le monde urbain. A ce stade, paradoxalement, c'est le FMI et non NYERERE qui lutte contre l'exploitation des campagnes par les villes. Mais il pourrait en aller autrement dans un deuxième temps, dans la mesure où une politi-

que économique libérale a toutes chances d'accroître les disparités entre régions et entre exploitants, où la masse de ceux-ci ne trouvera pas les ressources minimales pour une modernisation, ne pourra plus satisfaire ses besoins sociaux (et ceci s'est manifesté déjà avec la disparition de la gratuité de l'enseignement).

On comprend donc, et d'une certaine façon on approuve, l'opposition de NYERERE, demeuré chef du parti CCM (et donc en principe au-dessus du chef de l'Etat), à la politique d'alignement sur le FMI suivie par le gouvernement tanzanien. Mais cette opposition n'a de sens que si elle repose sur une analyse lucide des vingt années écoulées. Si l'on prend comme références les déclarations d'intention les plus souvent citées, il est difficile de ne pas parler d'échec de la politique tanzanienne dans le monde rural et plus globalement : le niveau de vie de la population a baissé²¹, ce qui est grave pour un pays qui, à l'Indépendance était parmi les plus pauvres, et on peut se demander si une avancée significative vers une société socialiste a été réalisée. NYERERE a en tout cas lui-même reconnu, que piètre pronostiqueur, il n'avait pas cru obtenir si vite l'Indépendance et avancer si lentement vers le socialisme.

Pourquoi au minimum ce grand retard, au maximum cet échec ? Un premier motif est politique : si le socialisme à la tanzanienne est un processus mené par la société civile et pour elle, il n'est pas de pire manière de l'encourager que d'en faire un principe d'Etat et, à la limite, la déclaration d'Arusha et les textes qui suivent enterrent l'Ujamaa, en le soumettant aux récupérations et aux déformations d'appareils bureaucratiques dont rien ne contrebalance vraiment le poids. Mais, plus profonde qu'une erreur tactique, on peut déceler ce me semble une erreur fondamentale d'analyse : NYERERE a conçu sa stratégie sur une distinction entre valeurs sociales, à tirer dans l'ensemble du fonds africain (ou du moins d'une utopie africaine) et moyens techniques qu'il fallait extraire de la science européenne, une opposition somme toute banale mais qui conduit très généralement à l'échec. Non point seulement par faiblesse dans l'analyse des rapports sociaux ou des mécanismes économiques, mais aussi par suite d'erreurs de raisonnement géographiques. Erreur géographique que de concevoir l'espace tanzanien comme totalement plastique, erreur géographique encore que de voir dans l'organisation du peuplement un fait purement social et de minimiser ses fondements techniques : un pays qui veut compter avant tout sur ses propres ressources peut moins qu'un autre faire l'économie de la géographie, contraint qu'il est de prendre en compte la connaissance et l'utilisation de ses écologies par ses paysans.

On peut à mon sens aller plus loin dans l'analyse géographique de la politique tanzanienne et y déceler quelque incohérence dans le maniement des échelles d'intervention et le choix des moyens d'action aux différentes échelles. Comme tout chef d'Etat, mais sans doute plus que beaucoup d'autres, J. NYERERE a voulu agir à toutes les échelles, depuis le niveau local, ce que les anglophones appellent « la racine des herbes », jusqu'au niveau international. Et c'est dans une géographie à petite échelle, à vrai dire dans une géo-politique, qu'il s'est, sans conteste, le mieux accompli. Déformant sans succès évident les réalités de la grande échelle, du terroir à la région, c'est au niveau de l'Etat ou du groupe d'Etats qu'il a fait sans doute œuvre durable et positive.

En définitive, il s'était assigné deux tâches : construire une nation et bâtir une société socialiste ; il n'a pas réalisé la seconde, mais il a certainement largement mené à bien la première ce qui, au lendemain d'une indépendance acquise sans doute à son sens trop vite, n'était pas chose évidente. Pour construire la nation, il fallait, selon lui, rendre l'espace tanzanien homogène, par les structures de l'Etat et du parti, par le remodelage général de l'espace rural, par la généralisation, grâce à l'enseignement primaire, de la langue swahili, mais il fallait d'autre part définir cet espace par rapport aux espaces voisins, ce qui s'est fait tant par opposition que par

21. Sur la base 100 en 1970, le revenu par tête des paysans était de 54 en 1979, celui des fonctionnaires de 59.

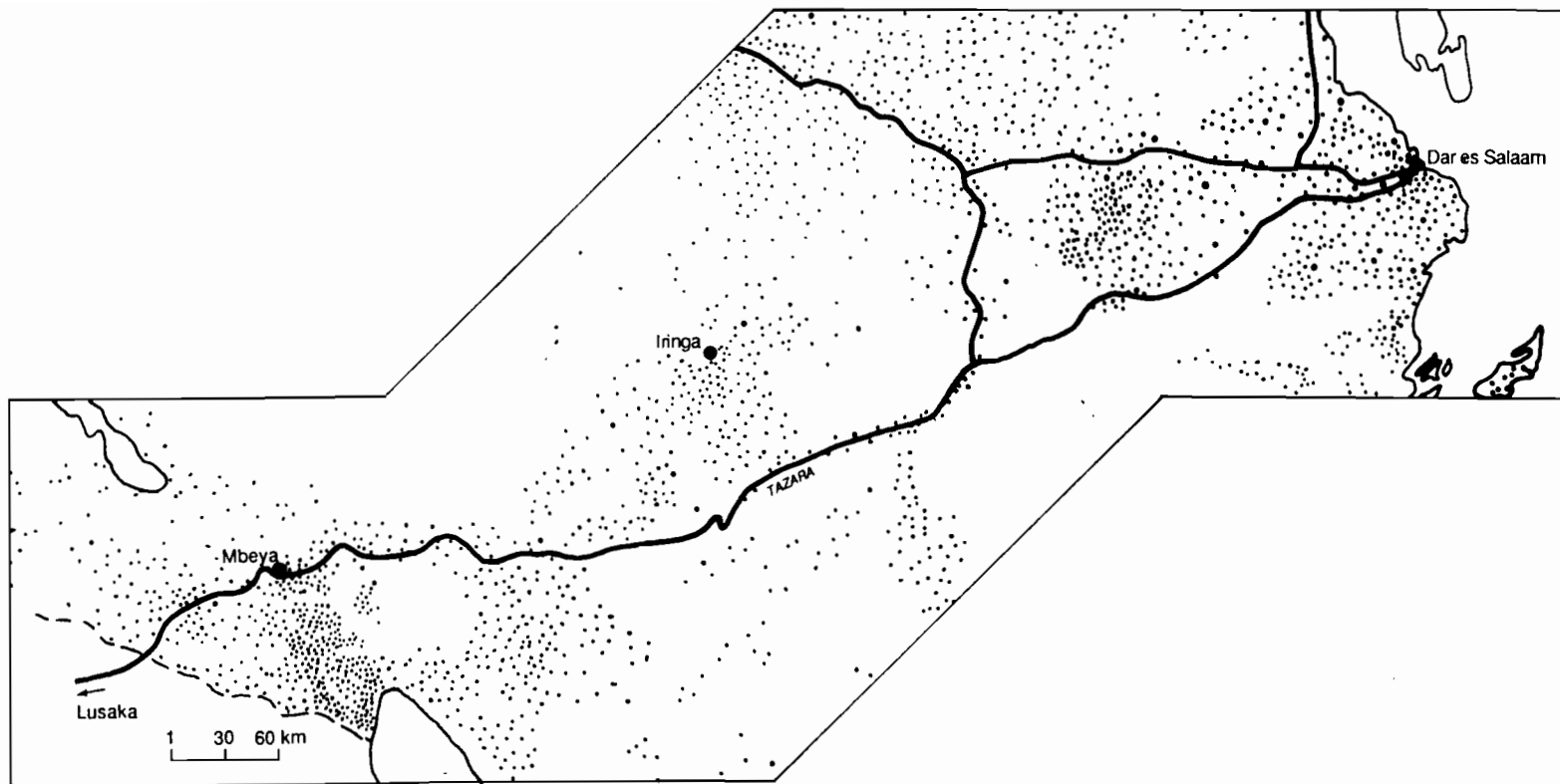


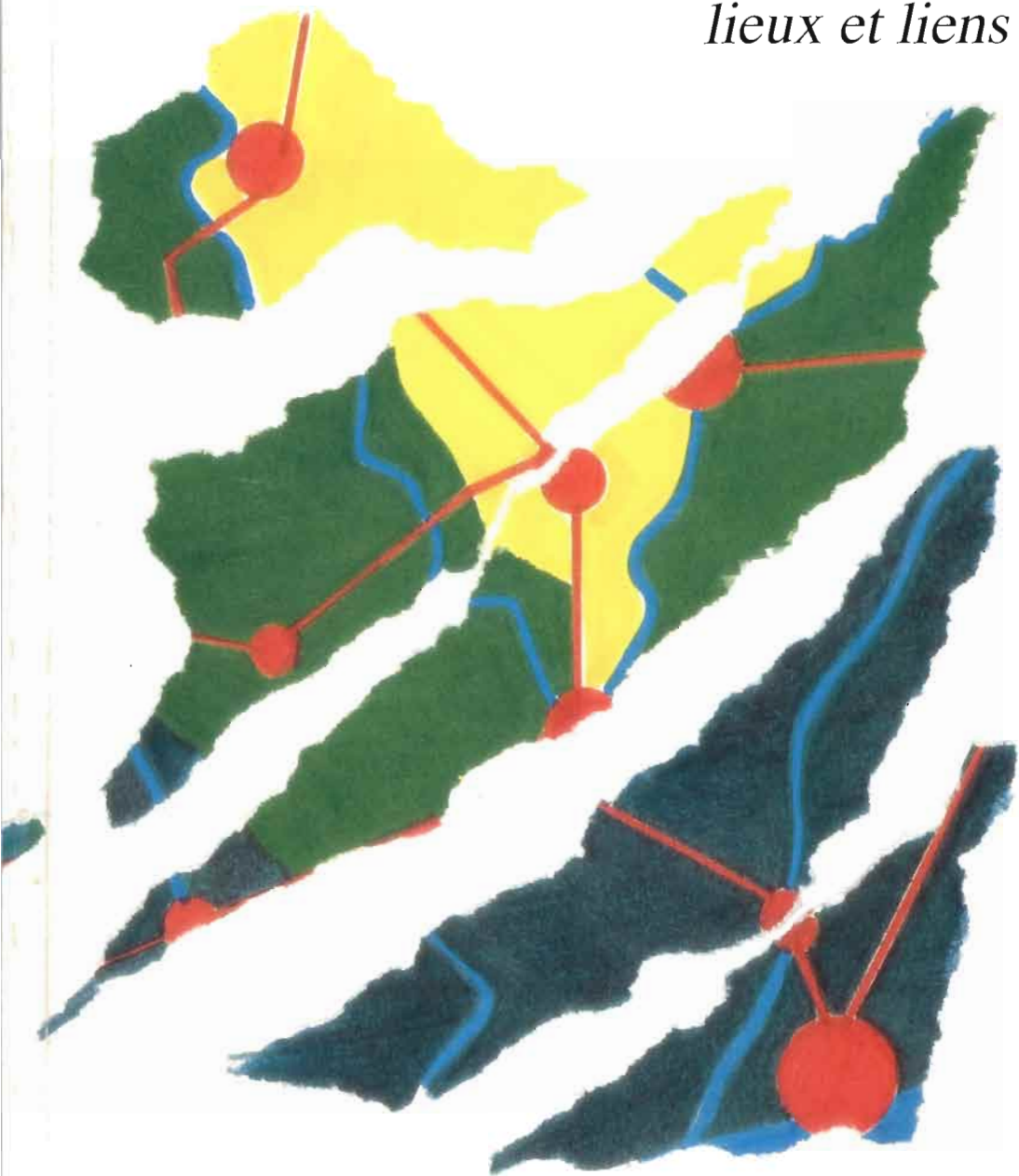
FIG. 5 — Le Tazara et la répartition du peuplement

relation. Opposition avec le Kenya, sans cesse perçu comme le contre-modèle, ce qui apparaît certes dans la politique et l'économie, mais aussi dans l'aménagement de l'espace : on peut, d'avion, voir la frontière entre les deux pays, opposant aux alignements de gros villages tanzaniens l'habitat dispersé des exploitations individuelles kényanes, avec l'exception significative des massifs densément peuplés du nord-est, un espace trop investi par l'homme pour pouvoir être remodelé à loisir et dont les planteurs ont sans doute au fond d'eux-mêmes plutôt le Kenya voisin comme référence. Relations avec d'autres pays voisins, la Zambie notamment, et à un moindre degré le Mozambique, fondées sur la solidarité dans la lutte contre l'apartheid, mais qui s'impriment dans l'espace tanzanien aux dépens même des réalités régionales : le chemin de fer Tazara, dans son tracé, semble un défi à la géographie du sud tanzanien, tant, pour courir plus vite vers la Zambie, il néglige sur une large part de son tracé les régions bien peuplées des Hautes Terres du sud (fig. 5), mais relations aussi tendant à constituer simplement une aire d'influence, comme le montre la politique à l'égard de l'Uganda.

Volontairement ou pas, cette tâche de construction de la nation a pris le pas sur l'autre ; on peut se demander dans quelle mesure cette prééminence a été voulue. Et c'est là que l'on décèle l'erreur géographique qui est de croire qu'à des échelles différentes jouent les mêmes processus et qu'avec les mêmes méthodes on peut traiter des problèmes relevant d'espaces physiques ou mentaux de dimensions différentes. Simplification commode pour des administrations routinières et imbues d'elles-mêmes, mais qui résistent particulièrement mal à l'épreuve des faits dans un pays démuné, obligé d'utiliser toutes ses capacités. Il paraît peu douteux que, en dépit de difficultés multiples, les Tanzaniens soient dans l'ensemble fiers de l'être, fiers d'être différents, et il est significatif que, jusqu'aujourd'hui aucun trouble sérieux n'ait eu lieu malgré la crise économique profonde. Mais les paysans tanzaniens ne se sentiraient-ils pas plus fiers encore, plus durablement, et pas seulement plus à leur aise, si, dans le cadre de cette unité construite, ils avaient pu par eux-mêmes, dans le cadre de leurs terroirs et de leurs régions, mettre en valeur leurs spécificités, leurs savoirs, leurs dynamismes ? Bref, des actions différenciées, aux diverses échelles, étaient-elles inconcevables ? et ne pouvait-on faire meilleur usage de multiples dévouements locaux, trop souvent réprimés, quoique jamais totalement réduits, par une bureaucratie multiforme dont on peut craindre qu'au fil des années elle n'ait réduit le concept d'unité à un alibi commode pour établir sa prééminence ?

Tropiques

lieux et liens



Editions de l'ORSTOM

INSTITUT FRANCAIS DE RECHERCHE SCIENTIFIQUE POUR LE DEVELOPPEMENT EN COOPERATION

*avec le concours du Centre National de la Recherche Scientifique,
de l'Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales
et du Ministère des Affaires Etrangères*

Sommaire

Présentation - P. PELISSIER ET G. SAUTTER

Avant-propos - P. GOUROU

Liens - C. BLANC-PAMARD, A. LERICOLLAIS, J. GALLAIS,
H. ATTIA

Campagnes en devenir - J.-Y. MARCHAL, O. HOFFMANN,
L. MESCHY, J. PELTRE-WURTZ, J. BOULET, G. DANDROY,
C. SEIGNOBOS, B. ANTHEAUME, V. LASSAILLY-JACOB,
B. CHARLERY DE LA MASSELIERE, J. BOUTRAIS, M.-C.
CORMIER-SALEM, A. LERICOLLAIS, C. BLANC-PAMARD,
M. BENOIT, H. RAKOTO-RAMIARANTSOA, O. SEVIN, B.
TALLET, Y. DEVERIN, J. RAMAMONJISOA, L. DUBOURDIEU.

Autour des villes - J.-L. CHALEARD, A. DUBRESSON, G.
SALEM, M. LE PAPE, C. VIDAL, A. MANOU-SAVINA, P.
PELTRE, G. MAINET, Y. MARGUERAT, J.-L. DONGMO,
J. CHAMPAUD.

Compositions d'espaces - A. SECK, M.-C. AQUARONE,
R. POURTIER, J.-P. RAISON, M. LESOURD, A. GASCON,
M. PORTAIS, E. GU-KONU, C. TAILLARD, A. SAUSSOL,
J. BONNEMAISON, L. CAMBREZY, J. PLYA, G. SAVONNET,
E. BERNUS, J.-C. ROUX, A.-M. PILLET-SCHWARTZ, M. PE-
PIN-LEHALLEUR, A. HALLAIRE, J. O. IGUE, A. SCHWARTZ.

Liste des auteurs

Table des matières